

La Chine « communiste » : mythes et réalité – l’essentiel, de Mao à Xi !



La révolution chinoise de 1949

La synthèse qui suit ne prétend évidemment pas à l’exhaustivité, mais vise seulement à fournir les clefs de compréhension essentielles à la montée en puissance contemporaine de la Chine. La fin des années 1920 et les années 1930 virent le Kuomintang « nationaliste » de Chiang Kai-Shek réprimer dans le sang les forces communistes chinoises. Cette guerre civile quasi-permanente, qui s’étala sur plus de deux décennies, ne fût ponctuellement mise en sommeil que pour combattre le colonialisme japonais de manière coalisée. Créé en 1921 sous l’influence croissante du léninisme, le PCC fût véritablement saigné à blanc au milieu des années 1930. C’est dans ce contexte que la ligne se réclamant du bolchévisme (avec à sa tête Wang Ming) fût mise en minorité au sein du PCC. Le PCC se réorganisa alors en 1935 autour de la stratégie proposée par Mao Zedong. Sous sa direction, le PCC remporta des succès militaires croissants indéniables. En 1949, après une guerre populaire prolongée reprise en 1946 dès que l’occupant japonais fût chassé du territoire chinois, le PCC, soutenu matériellement par l’URSS, parvint à briser l’armée de Chiang Kai-Shek en dépit du soutien matériel et financier que les USA lui avaient apporté. Chiang Kai-Shek, représentant de la bourgeoisie compradore chinoise vaincue, se réfugia alors à Taïwan qui devient de facto un protectorat que l’impérialisme américain rêvait un jour de pouvoir utiliser comme une tête de pont pour une recolonisation de la Chine continentale...

Dans ses discussions avec les économistes soviétiques sur le projet de manuel d’économie politique marxiste-léniniste, Staline remarquait avec lucidité en février 1950 qu’en dépit de la direction politique assumée par le PCC, la construction des rapports de production socialiste n’avait débuté ni dans les villes chinoises, ni à la campagne : les entreprises nationalisées étaient une « [goutte dans l’océan](#) » alors que la masse principale des biens de consommation courante était produite « par des artisans ». En expert de la question nationale et coloniale, Staline remarquait également qu’en Chine, les communistes et une fraction particulièrement révolutionnaire de la bourgeoisie nationale formaient une coalition. Cette coalition était déterminée à détruire les vestiges du féodalisme et de la domination de la bourgeoisie compradore liée au Capital étranger. Pour Staline, la portée de la révolution chinoise de 1949 était donc assez comparable à celle de « la révolution bourgeoise française de 1789 », avec un accent anti-féodal et anti-colonial prononcé. De même, Molotov rapportait que les marxistes-léninistes soviétiques voyaient Mao Zedong comme un « Pougachev chinois », c’est-à-dire comme un leader révolutionnaire paysan...

Comme nous l’avions démontré en 2007 dans *Impérialisme et anti-impérialisme*, le but fondamental de l’aide matérielle apportée par les marxistes-léninistes soviétiques, qu’ils se soient engagés (comme l’Albanie) ou pas (comme la Chine) sur la voie du socialisme, était de s’assurer que « **ces pays n’auront bientôt plus à importer des marchandises provenant des pays capitalistes, mais éprouveront eux-mêmes la nécessité de vendre à l’étranger les excédents de leur production** ». Voilà quelle perspective internationale Staline traçait en 1952.

« Il s'agissait tout simplement, *ajoutions-nous*, de donner à n'importe quel pays, qu'il soit socialiste (comme les démocraties populaires) ou anti-colonialiste (comme la Chine), la possibilité d'édifier une puissante industrie de production des moyens de production qui écarterait la menace de leur « dawisation » [dépendance industrielle vis-à-vis du Capital étranger]. Ainsi serait brisé le monopole de la détention des moyens de production par quelques puissances impérialistes, ainsi les économies socialistes seraient définitivement soustraites du marché capitaliste mondial et les ex-pays dépendants, même non socialistes, seraient en mesure de se soustraire à l'exploitation par le Capital étranger et à venir eux-mêmes prendre place sur le marché capitaliste mondial. La perspective était claire : renforcer les pays du camp socialistes et contribuer à aggraver les rivalités inter-impérialistes à travers la réduction des débouchés impérialistes pour les capitaux et les marchandises, en aidant les ex-pays dépendants à édifier leur propre industrie, hâtant ainsi inévitablement la révolution dans les pays impérialistes les plus puissants ».

Un petit aparté sur l'importance d'édifier une industrie de production des moyens de production nous apparaît ici essentiel. Karl Marx a démontré qu'à l'instar du règne animal dont l'évolution était dictée par la lutte pour la survie et la quête des moyens de subsistance, les sociétés humaines fonctionnaient sur une base assez comparable, à peine modifiée. La productivité du travail permise par le développement croissant des sciences et des techniques ne modifient en fait que la forme de cette lutte primitive, qui devient une lutte pour la possession des moyens de production de l'existence (la terre et l'industrie). Cette lutte se produit à plusieurs échelles. D'abord au sein d'une même classe sociale au sein d'une nation (entre entreprises concurrentes se disputant un même marché), puis entre les classes sociales d'une même nation (la bourgeoisie, détentrice des moyens de production, et le prolétariat n'ayant pour sa part que sa force de travail à monnayer), et enfin entre la bourgeoisie coalisée au sein d'une nation ou d'un regroupement de nations contre les autres nations (concurrence entre deux blocs impérialistes concurrents ; pays impérialistes dominants dictant les flux de capitaux internationaux, et les pays bourgeois dépendants les recevant)...

Ceci étant dit, la Chine de Mao Zedong avait donc pour ambition d'édifier une industrie nationale indépendante du Capital étranger, et l'URSS de Staline lui apporta donc son soutien conscient inconditionnel dans ce but, la Chine étant par conséquent vue soit comme un futur puissant allié potentiel socialiste (si les communistes chinois parvenaient à passer rapidement à l'étape suivante, socialiste, de la révolution), ou tout au moins un puissant facteur de décomposition de la domination économique des pays impérialistes occidentaux sur le reste du Monde (si la Chine demeurait sur la voie de développement capitaliste et venait un jour à prétendre les concurrencer sur le marché mondial, c'est-à-dire à se poser en puissance impérialiste émergente). Comme nous l'avons déjà démontré, la Chine n'a jamais, même du temps de Mao Zedong, été dirigée par un véritable Parti communiste (les ouvriers représentaient 2 % des effectifs du PCC en 1949) et Mao Zedong reconnaissait lui-même que la bourgeoisie nationale intégrée au « secteur socialiste d'Etat » continuait à percevoir un intérêt annuel de 5 %... Voilà quelques-uns des innombrables faits élémentaires qui entrent en contradiction avec l'expérience d'édification du socialisme tel qu'il fût construit dans la gigantesque URSS de Staline et dans la minuscule Albanie socialiste d'Enver Hoxha...

Assurément la révolution de 1949 a apporté d'immenses bénéfices aux peuples chinois, qui était auparavant régulièrement décimé par la famine à la moindre mauvaise récolte. La révolution démocratique bourgeoise anti-coloniale et anti-féodale a également permis à la Chine de sortir de l'ornière du sous-développement et d'édifier une industrie lourde indigène indépendante du Capital étranger, à l'inverse de l'Inde bourgeoise-compradore dont la majeure partie de la population végète depuis sa pseudo-indépendance. Pour autant, la voie de développement que suit la Chine depuis 1949 n'a rien à voir avec celle du socialisme scientifique qui exige l'expropriation des exploités et n'a pas recours au marché international pour exporter durablement et massivement sa production excédentaire, mais seulement ponctuellement pour acquérir les moyens de production nécessaires faisant éventuellement défaut à l'édification de son industrie lourde.

Notons ici que lorsque nous employons le terme d'impérialisme chinois, il s'agit de l'impérialisme dans son sens léniniste. Celui-ci est caractérisé par la prépondérance des flux commerciaux internationaux et l'exportation de capitaux. Il peut prendre des formes violentes, notamment pour les puissances en difficulté, sur le déclin, comme l'Occident aujourd'hui (colonialisme, occupation militaire), mais aussi des formes complètement non-violentes (comme celle de la marche pacifique du commerce et des investissements), notamment pour les puissances ascendantes qui possèdent des avantages majeurs en terme de compétitivité (ce qui est le cas de la Chine). L'impérialisme, tel que les marxistes-léninistes l'entendent, c'est la nécessité pour un pays bourgeois de conquérir les marchés extérieurs pour tenter de résoudre la contradiction

capital/travail qui, enfermée dans son cadre national, amènerait rapidement à l'explosion économique et sociale si le trop plein de marchandises et de capitaux ne pouvait pas se déverser à l'étranger...

Cette parenthèse étant close, il n'est à l'évidence pas exagéré de dire que l'émergence mondiale contemporaine du « Frankenstein chinois », que les autorités US se lamentent aujourd'hui d'avoir contribué à créer, est en premier lieu le produit d'une stratégie stalinienne de long terme visant à créer délibérément des obstacles insurmontables à la domination mondiale des puissances impérialistes d'Occident. C'est ainsi la direction du PCC elle-même qui reconnaissait au début de ce siècle l'importance fondamentale de l'aide technique et matérielle fournie par l'URSS au cours des années 1952-1957, une aide qui avait permis à la Chine de se doter rapidement des bases d'une industrie de production des moyens de production autonome. La période 1952-1957 est en effet définie par les documents officiels du PCC comme ayant été marquée par la mise en place de « **l'ossature de l'industrie chinoise** » basée sur la construction de « [694 ouvrages de grandes ou moyennes dimensions, centrés sur les 156 projets de construction bénéficiant de l'aide de l'Union Soviétique](#) ». C'est grâce à cette base industrielle fondamentale suffisamment diversifiée (industrie mécanique, sidérurgie, locomotives, tracteurs, etc.) que la Chine maoïste a pu sauvegarder son indépendance industrielle et économique. C'est grâce à cette dernière qu'elle a ensuite pu intégrer les technologies étrangères avancées pour moderniser l'outil productif chinois dans son ensemble.

La rupture sino-soviétique

Si l'URSS de Staline apporta dès 1949 son aide à la Chine de Mao Zedong, que ce soit sur le plan militaire ou industriel, les relations ne restèrent pas longtemps au beau fixe entre les deux géants. Comme nous l'avons démontré dans notre premier ouvrage, le tournant khrouchtchévien qui accompagna la victoire de la contre-révolution révisionniste-bourgeoise en URSS fût d'abord vécu comme une libération à Pékin qui en prit prétexte pour critiquer les « excès » et les « erreurs » d'un Staline qui se montrait réservé et mesuré quant à la portée et à l'avenir de la révolution chinoise. Mais Mao Zedong déchantait rapidement quand il apparût que le social-impérialisme soviétique naissant n'était pas disposé à partager la direction du « camp socialiste » international ni à donner suite à l'aide matérielle et technique désintéressée mise en œuvre sous Staline : une fois la perspective de l'édification du socialisme enterrée, l'élite soviétique révisionniste n'avait en effet plus le moindre intérêt à aider la Chine à édifier une industrie lourde indépendante, mais au contraire à chercher à lier le développement économique chinois au sien, donc à le transformer en appendice dépendant du sien... Ce n'était évidemment pas ce à quoi aspirait la bourgeoisie nationale chinoise qui s'était battue pour son indépendance des décennies durant ! Les années 1957-1960 virent ainsi les relations sino-soviétiques se refroidir brutalement, jusqu'à la rupture complète. La Chine maoïste renvoya alors dos à dos l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique. Cela donna l'illusion aux marxistes-léninistes albanais qu'en dépit de ses flottements, la Chine était bien un pays socialiste frère.

Il y a plus de quinze ans, nous avons démontré de manière irréfutable que Mao Zedong avait travesti sa voie d'intégration de l'aile patriotique de la bourgeoisie chinoise « dans le socialisme » au moyen d'une phraséologie pseudo-marxiste-léniniste. [N'en déplaise aux pseudo-communistes qui voyaient hier encore des restes de « socialisme » dans l'URSS post-stalinienne et s'extasiaient aujourd'hui devant les rythmes de développement de l'économie chinoise](#), cela n'a rien à voir avec du socialisme. Le développement économique enregistré par la Chine maoïste avait amené au triplement de son PIB à la fin des années 1970. Dans le même temps, l'Albanie socialiste avait vu son PIB être multiplié par... [treize](#) ! Le niveau de développement de l'Albanie était alors sans commune mesure avec celui de la Chine à la même époque.

Il est essentiel de bien avoir en vue le fait que la minuscule Albanie (seulement 1 million d'habitants à sa libération, soit une fraction infinitésimale de la population chinoise, plus de 500 fois supérieure), était plus arriérée que la Chine à la même époque, que ce soit sur le plan de l'industrie ou de l'agriculture :

« Alors que l'industrie représentait moins de 4 % de son revenu national en 1938, contre 10 % en Chine en 1936, l'Albanie possédait une agriculture des plus arriérées qui n'était même pas en mesure de produire la moitié des céréales panifiables nécessaires à l'alimentation de sa population. Il suffit de souligner que la disponibilité alimentaire n'était que de 177 kg de céréales par habitant en 1938 en Albanie, contre 330 kg de céréales par habitant en 1936 en Chine. En Albanie, on produisait en 1938 plus de 28 fois moins de charbon par habitant qu'en Chine en 1936, plus de 6 fois moins de tissus en coton et pas du tout de fer, alors qu'en Chine on en produisait 3 kg par habitant ».

Possédant un bassin versant démographique correspondant à la taille jugée comme critique par Staline pour édifier une industrie et une agriculture indépendante, l'Albanie prouva pourtant que le socialisme scientifique pouvait faire des « miracles », [même dans les pays les moins peuplés et les plus arriérés sur le plan économique](#), comme en témoigne [la galerie photographique en lien](#).

« Peu importe qu'un chat soit blanc ou noir pourvu qu'il attrape les souris »...

Confronté à un rythme de croissance économique assez modeste induite par la capacité d'accumulation limitée qu'exigeaient les concessions faites par l'aile patriotique de la bourgeoisie chinoise aux travailleurs, la bourgeoisie nationale chinoise décida dans le courant des années 1970 que le développement économique du pays exigeait un changement radical de stratégie. Celui-ci se produisit du vivant de Mao Zedong avec l'établissement de contacts de haut niveau avec l'impérialisme américain, rapprochement qui fit tressaillir les communistes albanais. C'est sous l'égide de Deng Xiaoping que ce tournant majeur va se théoriser et se concrétiser sous cette formule célèbre que l'on peut résumer ainsi : les chinois doivent accepter que l'on mette un terme au relatif égalitarisme et qu'une minorité s'enrichisse avant les autres afin de créer la prospérité générale dont les fruits seront ensuite partagés par tous les chinois...



Le 14 octobre 2020, Xi Jinping fleurissait « la statue du camarade Deng Xiaoping » à Shenzhen et lui rendait hommage.

Les autorités chinoises mirent ainsi tout en œuvre pour « débrider » leur capitalisme et accéder aux technologies étrangères les plus avancées sans pour autant renoncer à leur indépendance nationale. Il s'ensuivit un habile jeu de balancier visant à soutenir des monopoles d'Etat géants impliqués dans des co-entreprises à capitaux mixtes (avec le Capital étranger), travaillant à la fabrication de biens de consommation bon-marchés destinés à l'exportation vers les métropoles impérialistes occidentales... Dès cet instant, les travailleurs migrants venant des campagnes les plus reculées affluèrent par millions pour travailler dans les grandes villes côtières. La société chinoise, à forte prédominance rurale à la fin des années 1970, allait alors entamer un processus d'urbanisation de longue haleine. C'est l'époque où naquit la première Zone Economique Spéciale (ZES), celle de Shenzhen, qui fête aujourd'hui [ses quatre décennies d'existence](#). En 1984, la Chine comptait désormais quatorze ZES. Mais c'est indéniablement la « mise en balance » de l'accès à des portions du marché intérieur chinois dans les secteurs de pointe (aéronautique, nucléaire, ferroviaire à grande vitesse, etc.) qui permit au Capital financier chinois d'attirer le plus efficacement à lui les technologies

étrangères les plus récentes et de les assimiler. Comme nous l'avions démontré en 2007, la bourgeoisie chinoise a intelligemment retourné à son avantage le principe des concessions étrangères pour acquérir de la technologie et former des cadres tout en s'assurant que le poids du capital étranger restait minoritaire dans l'économie chinoise. Une stratégie indéniablement conforme au symbole qu'est le dragon dans la culture chinoise : une construction hybride résultant de la synthèse de différentes composantes...

Après deux décennies d'afflux contrôlé de capitaux étrangers et de montée en gamme de ses champions nationaux, la Chine était parvenue à moderniser considérablement son tissu économique, dans l'industrie comme dans l'agriculture. Son adhésion à l'OMC en 2001 marqua la consécration internationalement reconnue de « l'atelier du Monde » en tant que puissance manufacturière majeure, alors qu'au même moment, la création de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) posait les fondements du début de la seconde phase de l'émergence, notamment géopolitique, de l'impérialisme chinois... Sous la direction de Yang Zemin (1993-2003), la Chine entre ainsi discrètement mais résolument dans la « cour des grands ».

« Le grand renouveau de la nation chinoise »

Sous la direction des présidents Hu Jintao (2003-2013) puis de Xi Jinping (2013-2023), la Chine est devenue un acteur mondial de plus en plus incontournable. Si il y a deux décennies, la voix de la diplomatie chinoise se faisait discrète, la crise des subprimes (2008) et la crise actuelle ont profondément changé la donne. Vers 2010, la Chine avait déjà opéré des rattrapages technologiques majeurs lui permettant de mettre en œuvre à grande échelle des travaux titanesques en ce qui concerne ses infrastructures de transport, son secteur énergétique, l'aéronautique, l'espace, la micro-électronique, etc.

Cela lui permettait aussi de procéder à une augmentation substantielle du niveau des salaires dans les grandes métropoles chinoises du sud et de l'est tout en continuant à disposer d'une main-d'œuvre bon marché dans l'ouest du pays. A la clef, un double avantage indéniable : l'extension des débouchés à la consommation de son marché intérieur tout en sauvegardant sa compétitivité internationale. Une décennie plus tard, la Chine a déjà conquis le leadership mondial en matière de propriété intellectuelle, de puissance économique (mesurée à parité de pouvoir d'achat), et massivement modernisé ses forces armées qui dans certains domaines ont déjà rattrapé voire dépassé celles des USA...

C'est dans ce contexte très favorable qu'on a vu la diplomatie chinoise gagner en assurance et commencer à répliquer publiquement aux grossières attaques de sa consœur occidentale. La crise sanitaire et économique entourant le COVID-19 a considérablement renforcé et accéléré cette tendance, la Chine étant parvenue à compenser rapidement les turbulences économiques qui ont secoué le commerce mondial à ces deux reprises. « La crise, c'est à la fois un danger et une opportunité », déclaraient il y a déjà une décennie les élites chinoises. Le danger actuel a rapidement été vaincu et ne restent plus que les opportunités... de voir le plan fondamental du PCC se réaliser à plus brève échéance qu'escompté initialement !

Dans [Impérialisme et anti-impérialisme](#), nous avons souligné que dès la fin des années 1970, grâce aux outils analytiques du marxisme-léninisme, Enver Hoxha avait « su prévoir précisément la voie que suivrait la Chine ». Dans son ouvrage [L'impérialisme et la révolution](#), il remarquait ainsi que

« Pour devenir une superpuissance » dans des conditions où « les colonies et les marchés dans le monde sont accaparés par les autres puissances », la Chine devrait traverser deux phases principales : « ... d'abord, il lui faudra solliciter des crédits et des investissements à l'impérialisme américain et aux autres pays capitalistes développés, et en même temps acquérir de la technologie moderne pour mettre en valeur les ressources du pays, dont une grande partie passera, à titre de dividendes, aux crédateurs. Ensuite elle investira la plus-value réalisée sur le dos du peuple chinois dans les Etats de divers continents, comme le font actuellement les impérialistes américains et les social-impérialistes soviétiques ». Il remarquait que l'établissement de liens étroits avec les pays impérialistes illustrait justement cette première phase, et ajoutait que par la suite, à sa deuxième phase, l'impérialisme chinois ferait de grands efforts pour rassembler autour de lui « tous les pays du « tiers monde », « non alignés » ou « en voie de développement », afin de créer une grande force, qui non seulement accroîtra son potentiel dans son ensemble, mais l'aidera également à s'opposer aux deux autres superpuissances ».

Le monde contemporain est précisément arrivé au point de basculement de la seconde phase où l'impérialisme chinois est en train de s'affirmer internationalement face à ses concurrents occidentaux en proie à des difficultés et à des contradictions internes et internationales aussi multiples qu'insurmontables...

Le « socialisme à la chinoise » tend à s'intégrer étroitement au marché mondial, hier en tant « qu'atelier du monde », et aujourd'hui en tant que son futur principal « [centre d'innovation et de consommation](#) » ! Telle est la portée historique des Nouvelles Routes de la Soie autour desquelles est amenée à se construire la future division internationale du travail centrée autour du fringant et dynamique impérialisme chinois !

Les marxistes-léninistes, sans se faire la moindre illusion sur le caractère inter-impérialiste de l'opposition Chine-Occident, ne peuvent pour autant pas renvoyer dos à dos les deux protagonistes et affirmer que la domination de l'un ou de l'autre bloc importe en définitive peu ou pas du tout aux peuples et au prolétariat international. Cette posture est en effet celle de nihilistes occidentaux qui s'attachent en fait à justifier la poursuite de la domination occidentale séculaire sur les affaires du monde..., ou bien celle de doux rêveurs qui pensent voir à brève échéance les peuples secouer leurs chaînes pour se libérer à la fois du colonialisme occidental et des (futurs) chaînes pacifiques de l'esclavage salarié qui accompagneront la phase, désormais proche, de la libre expansion internationale du Capital financier chinois.

La Chine et ses alliés sont indéniablement dans leur droit de vouloir mettre un terme à la politique coloniale occidentale. Sous cet angle, ils défendent non seulement leurs propres intérêts économiques fondamentaux qui exigent l'extension sécurisée de leur sphère d'influence, mais aussi les aspirations légitimes de nombreux peuples de vivre débarrassés de cette épée de Damoclès. A l'étape actuelle de l'Histoire du développement du capitalisme, la Chine représente assurément le progrès vers le développement pour de nombreux pays si longtemps maintenus dans la plus complète arriération économique et misère par l'Occident, lequel incarne la réaction... avec des relents coloniaux et protectionnistes très prononcés !

Karl Marx aimait à dire en son temps que s'il se disait « l'ennemi du libre-échange », il ne se disait pas pour autant « l'ami du protectionnisme » : pour lui, le protectionnisme confinait d'ordinaire « à la réaction » car il freinait le développement des forces productives et donc des contradictions internes du capitalisme. « **C'est seulement dans ce sens, révolutionnaire, disait-il, que je vote en faveur du libre-échange** »... Qu'aurait-il dit du protectionnisme ultra-agressif de la bourgeoisie US mise en œuvre sous l'administration Trump ?

Aujourd'hui, les peuples et les travailleurs opprimés ne peuvent à l'évidence que voir d'un œil plus favorable l'émergence pacifique de l'impérialisme chinois face à la poursuite de la politique réactionnaire, aussi belliciste que protectionniste, du bloc impérialiste occidental. Non le capitalisme n'a pas encore atteint sa sphère de développement maximal, comme nous l'avons démontré il y a une décennie dans notre ouvrage [Le Réveil du Dragon](#), les décennies à venir sous le leadership de l'impérialisme chinois promettent au contraire de lui donner une ampleur inédite dans nombre de pays dépendants coloniaux et semi-coloniaux dont l'économie est aussi arriérée que leur industrie est famélique... Et la promesse du développement du prolétariat en général et de la classe ouvrière en particulier est évidemment dans l'intérêt fondamental des peuples aspirant à leur future émancipation économique, politique et sociale...

La Chine essaie aujourd'hui de réaliser le capitalisme « le plus parfait » possible au moyen de sa connaissance des lois économiques du capitalisme. Mais un jour (c'est-à-dire dans un délai de l'ordre d'un demi-siècle ou plus !!!), les froides lois économiques de la production marchande n'en feront pas moins capoter ce projet...

(A l'attention de ceux qui seraient intéressés par les multiples facettes de l'émergence de la Chine et le décryptage de ses enjeux passés, actuels et futurs, nous recommandons particulièrement l'ouvrage disponible en lien ci-dessus, ainsi que deux articles faisant le point sur les dernières victoires remportées par l'impérialisme chinois dans différents domaines au cours des [dernières années](#) et des [derniers mois](#).)

Familiarisée avec certains enseignements et outils analytiques légués par le marxisme-léninisme auquel elle n'hésite d'ailleurs pas à rendre ponctuellement hommage, [comme à l'occasion du bicentenaire de la naissance de Karl Marx en 2018](#), la bourgeoisie chinoise possède des caractéristiques uniques par rapport à sa consœur occidentale qui s'enorgueillit de ses mœurs dépravées et de sa culture dégénérée qu'elle n'hésite pas à décrire comme l'expression des « libertés » et de la « démocratie » occidentales dont la décomposition va pourtant crescendo.

Ci-dessous, le 4 mai 2018, le président chinois faisant face aux représentants du PCC dans la Grande Palais du Peuple célébrait le 200^e anniversaire de la naissance de Karl Marx et rendait un hommage appuyé à la « pensée marxiste » qu'il définissait comme « un facteur clé » de la réalisation du « rêve chinois » et du « grand rajeunissement de la nation chinoise », ajoutant que la théorie de Karl Marx « brille encore de la lumière brillante de la vérité »...



La bourgeoisie chinoise est d'abord caractérisée par une stratégie de développement à long terme, poursuivie indéfectiblement depuis maintenant quatre décennies et que les libéraux occidentaux prennent à témoin pour preuve de la « dictature communiste chinoise » à laquelle ils opposent leurs préjugés et slogans droit-de-l'homme pourris. Il est essentiel de souligner ici que sous le capitalisme les « droits-de l'homme » et la « démocratie » ne se développent que parallèlement à l'accroissement de la richesse économique, en particulier dans les conditions de l'avènement de la « société de consommation » qui plonge dans la léthargie politique les larges masses travailleuses relativement privilégiées. C'est-à-dire que l'existence et le développement des libertés bourgeoises sont conditionnés par une place privilégiée dans la division internationale du travail, place qui peut à l'occasion être garantie ou maintenue par les moyens les plus réactionnaires, hérités du fascisme et du colonialisme quand cela est nécessaire... La politique intérieure en apparence « démocratique » de l'impérialisme français a ainsi souvent eu pour corolaire une politique extérieure coloniale de type fasciste, comme en Algérie, à Madagascar et en Indochine !

La bourgeoisie chinoise se caractérise ensuite par un degré de cohésion et une discipline internes sans précédent dans l'Histoire de deux siècles de domination mondiale du capitalisme (la trahison des intérêts fondamentaux de la nation, dont la corruption est une manifestation, étant passible de la peine de mort), facteurs si essentiels pour « piloter » un siècle qui promet d'être le sien et ne pas être inquiétée par les tentatives de déstabilisation nationales et internationales désespérées de ses concurrents occidentaux.

La bourgeoisie chinoise possède enfin une intelligence sociale très développée : elle promeut activement l'ascension sociale qui pousse les enfants des familles modestes aux hautes études vitales pour le développement accéléré des sciences et techniques en Chine et elle tient aussi ses promesses de redistribution à l'égard des chinois les plus pauvres qui profitent aujourd'hui dans leur quasi-totalité d'une portion des fruits de quatre décennie d'une croissance économique aussi confortable qu'ininterrompue. Vis-à-vis des plus pauvres, [elle veille également à se montrer humble, à l'écoute et jamais arrogante](#), faisant la promotion de l'exemplarité et répugnant à étaler trop ostensiblement sa richesse. Ajoutons qu'en ce qui concerne le traitement des minorités ethniques, celles-ci ont systématiquement fait l'objet d'une discrimination positive qui les exclua par exemple de la politique de l'enfant unique mise en œuvre à l'égard de l'ethnie han dominante, politique qui fût l'un des facteurs ayant permis au jeune impérialisme chinois de disposer d'une main d'œuvre à bas coût mais bien formée. Sur le plan international, la bourgeoisie chinoise met en œuvre une diplomatie très intelligente, mêlant habilement souplesse et fermeté, s'attirant la sympathie des élites bourgeoises-compradore de nombreux pays dépendants en affirmant à tout va sa fibre « tiers-mondiste » et sa volonté d'instaurer une répartition internationale plus équitable de la plus-value, aux antipodes du pillage le plus éhonté et de la brutale politique occidentale coloniale de la terre brûlée qui suscitent une opposition internationale de plus en plus forte.

En bref, la bourgeoisie chinoise est à maintes égards à l'opposé de sa consœur occidentale. Cette dernière est aussi stupide et imbue d'elle-même qu'arrogante. Le résultat naturel de tares congénitales propres aux élites occidentales ou peut-être le résultat de générations de mariages arrangés consanguins destinés à éviter la dilapidation de leur patrimoine si chèrement gagné ?!...

Quoiqu'il en soit, il est essentiel de ne pas prendre les spécificités sociologiques uniques du capitalisme chinois pour une forme, même « sinisée », de « socialisme marxiste ». Les naïfs peuvent bien désigner le drapeau rouge du pays et sa direction qualifiée de « communiste » pour prouver que la Chine « construit le socialisme », celui-ci n'a à l'évidence rien à voir avec celui théorisé par Karl Marx et édifié sous la direction de [Joseph Staline](#) ou [d'Enver Hoxha](#)...

« **Les hommes ont toujours été et seront toujours en politique les dupes naïves des autres et d'eux-mêmes, tant qu'ils n'auront pas appris, derrière les phrases, les déclarations et les promesses morales, religieuses, politiques et sociales, à discerner les intérêts de telles ou telles classes** », avertissait Lénine il y a plus d'un siècle dans sa synthèse de vulgarisation intitulée [Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme](#)... De même, pour Lénine, « **la dialectique de l'histoire est telle que la victoire du marxisme en matière de théorie oblige ses ennemis à se déguiser en marxistes** » ! C'est indéniablement sous cet angle qu'il faut aborder l'étiquette « communiste » que revêt le PCC qui représente les intérêts d'une bourgeoisie qui a toujours eu en vue l'importance du maintien de la stabilité sociale...

Si le PCC se félicitait récemment d'avoir quasiment achevé « [la construction d'une société de moyenne aisance](#) » ainsi que [l'éradication de la grande pauvreté](#) dont le président chinois a fait [l'une de ses priorités](#) (ce qui est certes remarquable pour un jeune Etat capitaliste, l'Occident n'y étant pas parvenu après plus de deux siècles de domination mondiale...), cela ne saurait masquer le fait qu'un régime socialiste aurait rempli cet objectif bien avant que sept décennies ne se soient écoulées. En URSS comme en Albanie, le chômage avait disparu avant la fin du 1^{er} plan quinquennal... Or le chômage structurel [existe toujours en Chine](#) !...

De l'aveu même des autorités chinoises, la part du secteur privé est aujourd'hui prépondérante dans l'économie chinoise, bien que la centaine de mastodontes gérée par le gouvernement central jouent toujours un rôle économique important dans certains secteurs clefs à très haute composition organique en Capital et dans le développement des infrastructures de transport et de l'énergie. Le secteur privé représentait à la fin de l'année 2018 plus de [60 % du PIB chinois](#). Il était à l'origine de 70 % des innovations technologiques et représentait 80 % de l'emploi urbain. Jack Ma, fondateur d'Alibaba et premier milliardaire chinois, est [membre du PCC](#). La Chine est aujourd'hui le pays hébergeant [le plus de milliardaires au monde](#), devant les USA ! Drôle de « socialisme »... Le « socialisme à la chinoise » n'est en définitive que la voie de construction d'un Etat bourgeois « providence » redistribuant une part des profits acquis grâce à la montée en gamme rapide de son économie dans la chaîne de valeur internationale.

Le coefficient de Gini (mesurant l'ampleur des disparités de revenu) de la Chine a culminé à 49 en 2009. Il s'était réduit à [46,5 en 2017](#), ce qui reste élevé, mais témoigne indéniablement d'efforts de redistribution significatifs à l'égard des plus pauvres. Si le PCC conserve encore des prérogatives dans le secteur économique (en particulier la gestion des puissants monopoles d'Etat, la modernisation des réseaux de transports, de l'armée, etc.), son rôle tend néanmoins de plus en plus à se cantonner à la sphère juridique, politique et idéologique. Il y a trois mois, le président chinois lançait ainsi un appel aux 92 millions de membres du Parti Communiste chinois « [à avoir des idéaux et des convictions solides](#) » :

« Il a appelé tous les membres du PCC, en particulier les jeunes, à étudier consciencieusement la théorie marxiste et les histoires du Parti, de la Chine nouvelle, de la réforme et de l'ouverture et le développement du socialisme, afin de cultiver des idéaux et des convictions fermes et de remplir l'aspiration initiale et la mission fondatrice du Parti ».

Fort de la confiance placée en lui par près de neuf chinois sur dix, « la légitimité de la gouvernance du PCC brille davantage dans une période d'incertitude mondiale ». Le PCC est aujourd'hui pleinement confiant dans sa capacité à atteindre « l'objectif du centenaire » de la Révolution de 1949. Celui-ci se ramène à « [créer une société aisée pour 1,4 milliard de Chinois dans les délais prévus](#) », c'est-à-dire « **un grand pays socialiste moderne prospère, fort, démocratique, culturellement avancé, harmonieux et beau** ».

Et ce ne sera pas accompli sans que l'impérialisme chinois ait pris un ascendant incontestable sur ses concurrents aujourd'hui bien mal en point...

L'Occident doit à l'évidence se faire une raison et accepter cette perspective comme inéluctable, car le président chinois déclarait hier encore à l'occasion des commémorations du 70^{ème} anniversaire de la grande Guerre de résistance à l'agression américaine et d'aide à la République populaire démocratique de Corée (1950-1953) que les 2,9 millions de volontaires chinois ayant combattu sur le sol coréen (où près de 200 000 soldats chinois avaient perdu la vie), avaient « [défié l'invasion et l'expansion de l'impérialisme et sauvé la sécurité de la Chine nouvelle](#) ». Selon lui, « **la grande victoire de la Guerre de résistance à l'agression américaine et d'aide à la RPDC sera gravée à jamais dans l'histoire de la nation chinoise et dans l'histoire de la paix, du développement et du progrès de l'humanité** ».



A cette occasion, Xi Jinping a également lancé un appel à s'inspirer, dans notre époque contemporaine synonyme « de grand renouveau de la nation chinoise », du « grand esprit » de « [la résistance à l'agression militaire américaine](#) » ! Une manière évidente pour l'impérialisme chinois d'avertir l'Occident que s'il s'obstine à chercher à déclencher une nouvelle guerre contre la Chine, de quelque forme qu'elle soit (économique, diplomatique ou militaire), elle ne se jouera pas entre la Chine et l'Occident, mais entre l'Occident et toutes les nations opposées au colonialisme occidental ! Avis aux « tigres en papier »...

L'Occident semblait indéniablement avoir reçu le message, l'agence [Reuters](#) ayant immédiatement rapporté les propos complémentaires suivants du président chinois :

« La Chine ne laissera pas sa souveraineté, sa sécurité et ses intérêts de développement être sapés, a déclaré vendredi le président Xi Jinping, ajoutant qu'il ne fallait pas prendre à la légère le peuple chinois. Tout acte d'unilatéralisme, de monopolisme et d'intimidation ne fonctionnera pas et mènera seulement à une voie sans issue, a ajouté le chef d'Etat ».

Vincent Gouysse, le 24/10/2020 pour www.marxisme.fr

Important : Nous publierons prochainement en annexe de cet article le témoignage de très grande valeur d'un jeune camarade ayant séjourné longtemps en Chine (pour des raisons professionnelles) et traitant de quelques aspects fondamentaux de la réalité économique, politique et sociale chinoise.